

Mobilisé-es jusqu'au **RETRAIT** !

La journée de mobilisation interprofessionnelle du 24 janvier a été une nouvelle démonstration de force du mouvement social en cours ! Alors que la presse titrait hier matin sur une journée « baroud d'honneur » des grévistes, c'est un nouveau désaveu pour toutes celles et ceux qui nous annoncent la fin de cette extraordinaire mobilisation sociale : **1,3 million de manifestant-e-s dans 350 manifestations, des dizaines d'actions pour rendre visibles la grève et toujours une forte remobilisation de la grève à la SNCF quoiqu'en disent les chiffres fantaisistes communiqués par la direction !**

La Macronie prend l'eau de tous les côtés.

Depuis quelques jours, les représentant-es de cette classe politique perdent de plus en plus leur sang-froid ; le Président de la République et la porte-parole du gouvernement en tête. Le premier vient de déclarer aux millions de personnes qui manifestent leur refus de cette contre-réforme de retraite depuis le 5 décembre : « Essayez la dictature et vous verrez ! ». De son côté, Sibeth N'Diaye, ancienne syndicaliste étudiante, a expliqué que si les françaises et français étaient, très majoritairement, contre la réforme des retraites, « c'est parce qu'ils en ont marre des manifs ! ». Leur mépris est insupportable ; ils/elles vont le payer très cher !

Un projet de loi encore plus catastrophique !

Le gouvernement a donc dévoilé ce vendredi l'étude d'impact – tant attendue - annexée à l'avant-projet de loi. **Ce texte ajoute de nouveaux éléments négatifs** qui confirment la baisse inéluctable des pensions et l'obligation de travailler plus longtemps pour l'ensemble des salarié-es. Tout d'abord, l'âge d'équilibre est annoncé à 65 ans. Pour un-e salarié-e partant à la retraite avant 65 ans, la décote sera de 8% plutôt que 5%. La limite, absurde, des 13,8% du Produit intérieur brut consacrées aux retraites est confirmée ; mais on annonce déjà qu'elle baissera dans les années à venir, entraînant de nouvelles détériorations des conditions de retraite. **On comprend mieux pourquoi le gouvernement ne sort pas ses fameux simulateurs.**

De son côté, le Conseil d'Etat estime ne pas avoir eu le temps de « garantir au mieux la sécurité juridique » de la réforme des retraites, selon un avis publié vendredi 24 janvier. La plus haute juridiction administrative de France déplore aussi les « projections financières lacunaires » du gouvernement et un recours aux ordonnances qui « fait perdre la visibilité d'ensemble ». **Ce gouvernement veut nous imposer la misère, il est en train de récolter une tempête sociale inédite !**



Comme ici à Chambéry, les cortèges féministes se multiplient pour crier haut et fort que les femmes sont les grandes perdantes de cette contre-réforme.

La fédération SUD-Rail appelle l'ensemble des cheminotes à participer activement à ces initiatives dès le 29.

Les cheminotes et cheminots doivent continuer à prendre toute leur place dans ce mouvement social extraordinaire !

Soyons massivement en grève mercredi 29 janvier et dans toutes les initiatives prévues les jeudi 30 et vendredi 31 janvier.

Le rapport de force interprofessionnel ne cesse de s'amplifier, allons chercher le retrait !